

PCF

**Parti
Communiste
Français**

L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 11 au 24 février 2013 – n°117**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

150 000 à crier : "Fonctionnaires maltraités, service public en danger"

Ils étaient des dizaines de milliers de fonctionnaires, partout en France, à défilé ce jeudi 31 janvier à l'appel de la CGT, la FSU et Solidaires, pour dénoncer leurs conditions de travail. La mobilisation avait reçu le soutien du Front de gauche.

"Plus de 150.000 personnes" sont descendues dans la rue sur l'ensemble du territoire "pour dire leurs légitimes exigences et leur fort mécontentement", ont affirmé les trois syndicats à l'origine de l'appel à la grève, la CGT, première force chez les 5,2 millions d'agents, la FSU et Solidaires.

Ils étaient entre 12 et 15.000 personnes à Paris, selon les syndicats, et ont manifesté depuis la place de Port-Royal vers les abords du ministère de la Fonction publique. En province, les syndicats ont compté près de 9.000 manifestants à Marseille, 3.000 à Lyon, au moins autant à Toulouse, 2.500 à Bordeaux, et plus de 1000 à Toulon, à Lille ou encore à Nice.

Dans les cortèges mêlant agents de l'éducation, des douanes ou encore des hôpitaux, on pouvait lire: "Fonctionnaires maltraités, service public en danger", "Cocorico, bientôt le coq ne chantera plus à force d'être plumé", "Fonction publique en colère", "Hollande, rends-nous la monnaie". Les syndicats réclament une augmentation du point d'indice, l'abrogation de la journée de carence (non indemnisée) en cas d'arrêt maladie ainsi que des créations de postes. Les syndicats espèrent peser sur une réunion consacrée aux carrières et rémunérations prévue le 7 février avec la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu.

Réactions

"Cela fait des années que les agents publics attendent. On ne veut plus attendre", a expliqué à l'AFP Thi-Trinh Lescure (Solidaires). "Aujourd'hui, c'est un test. On dit au ministère: faites un geste parce que sinon après, on va peut-être faire autre chose avec beaucoup plus de syndicats".

"Il appartient au gouvernement d'apporter des réponses" sur ces sujets, a déclaré Jean-Marc Canon (CGT). "Il est évident qu'il y aura des remous très forts si nous n'en avons pas", a-t-il prévenu.

Le PCF et le PG ont apporté leur soutien à la manifestation.

"Cela suffit ! Cessons cette politique de non remplacement des départs en retraite qui se poursuit dans de nombreux secteurs de la Fonction publique, ainsi que le gel du montant de la dotation publique de l'État aux collectivités, victimes d'un transfert de compétences sans compensation intégrale sous le précédent gouvernement. " dénonce le Parti Communiste Français dans un communiqué.

"Pour le Parti de Gauche, la précarité dans la Fonction publique doit être éradiquée ! Qu'attend le gouvernement pour lancer un vaste plan de titularisation, augmenter les salaires, mettre en place le statut unique de la fonction publique quand on y dénombre 870.000 précaires et que 25% des agents ont un salaire au niveau du SMIC ? "

A lire attentivement et conserver

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

**MERcredi 13 FEVRIER
NUMERO SPECIAL
DU SUPPLEMENT «COMMUNISTES»
COMPTE-RENDU DU 36^e CONGRES DU PCF
CHEZ VOS MARCHANDS DE JOURNAUX**



UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL

**Dès jeudi 14 février
chez vos marchands de journaux
avec l'Humanité Dimanche
l'accord dit de
« Sécurisation de l'emploi »
décrypté**

Agenda

Réunions de soutien aux Roms
les lundis 17H30

Réunions des Indignés
Le mardi 19h30 pique-nique
ensemble sur le quai de Chavoire
pour montrer notre détermination
à utiliser ce quai illégalement
privatisé par quelques-uns

Lundi 11 février réunion Collectif
Palestine

**Mercredi 13 et jeudi 14 février
Congrès Union Locale Anancy**

Mercredi 13 réunion RESF

Réunion Chaîne Humaine contre
les haines

19H30 Film Autrement, à
l'Alterlocal

Jeudi 14 février A.G. MRAP74

Vendredi 15 février 20h30 Agora
Bonneville: Ciné'UP : Film « De
mémoires d'ouvriers » de Gilles
PERRET et débat avec le
réalisateur

20H film En transition, à
l'Alterlocal

Mardi 19 février 20H au centre
UCLA Vulbens film + débat : les
moissons du futur

Mercredi 20 février 20H15 à La
Turbine, Cran-Gevrier Séance
débat-rencontre autour du film
« Tous cobayes » en présence
du réalisateur Jean-Paul JAUD et
des Amis de la Terre

Jeudi 21 Février à 20h30 Les
jeudis de l'Économie par Marc
Gindre et Marie Jo Egger au
Collège Samivel de Bonneville
Le chômage en France : fausses
évidences et vrais enjeux

18H30 Réunion du mouvement
de la Paix à Anancy, local FSU

A st-Julien le 22 à 20H et le 24 à
20H30, « Tous cobayes » sera au
cinéma le rouge et le noir

Dimanche 24 février 17h30 au
centre UCLA Vulbens film +
débat : la transition 2.0



**Christine Taubira pour le mariage pour tous :
« une voix forte pour la gauche et la société
toute entière »**



Il faut saluer et féliciter la ministre de la Justice pour sa présentation du projet de loi instituant un mariage pour tous. Christiane Taubira a raison de placer cette réforme du mariage dans le cadre de la longue bataille pour l'égalité des droits : « un acte d'égalité » qui va «parachever l'évolution vers l'égalité de cette institution » Un acte qui est aussi « une démarche de fraternité, parce qu'aucune différence ne peut servir de prétexte à des discriminations d'État ».

Lors de cette séance mémorable à plus d'un titre, l'opposition – qui n'a jamais aussi bien mérité le qualificatif de réactionnaire – s'est fait envoyer calmement mais fermement dans ses cordes par la Garde des sceaux : « Nous posons les mots et nous parlons d'égoïsme pour ceux qui s'imaginent qu'une institution de la République pourrait être réservée à une catégorie de citoyens ». Ajoutant même : « Au nom d'un prétendu droit à l'enfant, vous refusez des droits à des enfants que vous choisissez de ne pas voir ».

Ce débat démontre à quel point, et avec quelle force, la gauche sait et peut se rassembler dès lors qu'elle prend pour boussole l'égalité des droits et la fraternité. Ce n'est pas le moindre de ses qualités. Grâce à la mobilisation citoyenne "le mariage pour tous" peut être la première grande avancée. Avec l'intervention de Christine Taubira, voilà un discours porté par une voix forte pour la gauche et la société toute entière qui marquera les mémoires. "Le changement, c'est maintenant"; c'est donc possible....

Olivier Dartigolles porte parole du PCF

**Aide alimentaire européenne: « l'Europe des
égoïsmes ne doit pas triompher »**

Le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), qui permet de distribuer des repas à notamment quatre millions de Français, est menacé de suppression. Le dossier sera à l'ordre du jour du Conseil européen des 7 et 8 février prochains. Va-t-on laisser faire cette monstruosité ? Ce qui a été possible pour des banques ne serait donc pas possible pour les plus pauvres d'entre nous ? Le maintien du financement de ce programme ne représente que 0,5% de la somme qui a été généreusement offert au monde de la finance pourtant premier responsable de la crise que traverse l'économie mondiale.

Plusieurs gouvernements européens s'opposent à la poursuite de ce programme, parmi lesquels l'Allemagne et le Royaume-Uni. Ils estiment que cette aide doit désormais être prise en charge par la politique sociale de chaque État et non par l'Europe. Supprimer un programme qui ne représente qu'un euro par an par Européen serait un mauvais service rendu à l'idée européenne. L'Europe des égoïsmes ne doit pas triompher !

**Le PCF soutient la mobilisation des personnels de la
Fonction publique**

Le PCF soutient les mobilisations des personnels de la Fonction publique ce 31 janvier. 1 million de personnes payées au SMIC et 4 ans de gel du point d'indice. Cela suffit ! Cessons cette politique de non remplacement des départs en retraite qui se poursuit dans de nombreux secteurs de la Fonction publique, ainsi que le gel du montant de la dotation publique de l'État aux collectivités, victimes d'un transfert de compétences sans compensation intégrale sous le précédent gouvernement.

Cette politique dégrade les conditions de travail des agents et la qualité du service public : il faut en finir avec la politique d'austérité qui se traduit par le développement de la précarité par le recours à l'externalisation, à l'intérim, aux contrats précaires ou par délégations de service public à des entreprises privées.

L'argent existe pour financer une toute autre politique. Pas moins de 50 milliards servent à payer les intérêts de la dette et 20 milliards viennent d'être accordés au patronat au titre du pacte de compétitivité. Cet argent doit servir à satisfaire les besoins sociaux et écologiques, pas à se soumettre aux marchés financiers et au hold-up des banques sur l'argent public. Le gouvernement doit entendre les revendications des fonctionnaires qui sont porteuses d'intérêt général. De nombreux élu-e-s et militant-e-s du PCF et du Front de gauche participeront aux manifestations.

Parti Communiste Français
Paris, le 31 janvier 2013.

**Enquête Europol : « La bulle artificielle du sport
business a éclaté »**

L'enquête d'Europol sur la criminalité dans le football fait éclater la bulle artificielle du sport business dans laquelle le football professionnel s'est enfermée. Elle démontre à quel point il s'agit d'un enjeu politique majeur pour les gouvernements et les fédérations sportives internationales.

La progression de la criminalité n'est que le résultat logique de la dérégulation tous azimuts du sport professionnel et de la marchandisation du sport et des sportifs. Face à l'ampleur des dégâts de la corruption, il ne s'agit plus de renforcer les dispositifs éthiques existants, mais d'engager les ruptures nécessaires pour changer de système. Sortir définitivement le sport des logiques de marché nécessite une intervention publique forte, une exigence de démocratie et de transparence et la maîtrise collective des structures d'organisation et de gestion du sport.

Le sport professionnel, ses manifestations et leur traitement médiatique doivent viser des objectifs humanistes de progrès pour toutes et tous. Avec ses partenaires du Front de gauche, le PCF a avancé des propositions concrètes pour sortir de l'ère de la marchandisation et entrer dans celle de l'émancipation par le sport. Il propose : l'interdiction de la cotation en bourse, l'interdiction des paris sportifs en ligne ou le plafonnement des salaires des sportifs professionnels et la reconstruction d'un service public du sport en donnant les moyens à l'éducation nationale, aux collectivités territoriales et aux associations sportives d'assumer pleinement les missions de service public.

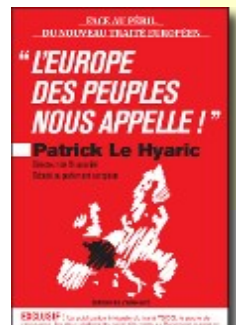


A lire

L'Humain d'abord, programme du Front de Gauche.

Demandez-le aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député européen, décrypte les menaces du nouveau traité européen.



Résistance contre la marchandisation de la santé

Une fois de plus, une maternité est menacée de fermeture. Il s'agit de celle de Vire (Calvados), dont les habitantes et les habitants se mobilisent depuis près de 3 ans aux côtés du personnel médical, du collectif « Touche pas à ma santé, à mon hosto. » Depuis la mise en place de la loi HPST (loi Bachelot) qui se traduit par la baisse draconienne des personnels et des moyens de fonctionnement nécessaires pour assurer une santé à taille humaine, les structures de proximité, et singulièrement les maternités et les centres d'IVG, ne cessent de fermer.

On nous dit qu'il s'agit avant tout d'assurer la sécurité des patient-es, mais quel bilan peut-on tirer de cette politique ? Des personnels au bord de l'épuisement, une santé à plusieurs vitesses et des drames humains, allant à l'encontre des objectifs poursuivis. Celui survenu à la maternité de Port-Royal, à Paris ce week-end, nous bouleverse et selon les résultats de l'enquête, nous devons en tirer toutes les conséquences. L'APHP est en souffrance de par sa politique d'austérité, sa chasse aux dépenses. Hélas, 150 millions d'économie sont encore programmés en 2013.

L'hôpital n'est pas une entreprise, il faut développer une autre politique de santé. Pour l'ensemble des établissements de santé, l'urgence est la mise en place d'un moratoire sur les suppressions de postes et les restructurations en cours dans les hôpitaux. Le gouvernement doit abroger la loi HPST et encadrer les pouvoirs des ARS en développant une réelle démocratie sanitaire.

Laurence Cohen, responsable nationale de la commission « Droits des Femmes/ Féminisme » du PCF

Incarcération de Nadir Dendoune : Pierre Laurent écrit à l'ambassadeur

d'Irak Paris, le 31 janvier 2013

Une lettre de Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF, à M. Fareed Yasseen, Ambassadeur de la République d'Irak, concernant la situation de Nadir Dendoune, journaliste emprisonné à Bagdad depuis plusieurs jours.

" Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai appris avec surprise et inquiétude l'arrestation et l'incarcération à Bagdad de monsieur Nadir Dendoune, journaliste et réalisateur français.

Nadir Dendoune est bien connu de la direction et des adhérents de notre parti. Nous l'avons accueilli, il y a quelques mois, au siège de notre parti pour la présentation de son dernier film, « Palestine ».

Nous savons son engagement sincère de solidarité avec tous les peuples qui agissent pour leur souveraineté, en particulier dans le monde arabe.

Les médias français indiquent qu'il aurait pris des photos sans autorisation, ou bien en des lieux où cela serait interdit.

Nous ne savons pas, en réalité, les raisons de son arrestation et nous souhaiterions naturellement disposer des précisions nécessaires à cet égard.

Je tiens seulement à souligner que Nadir Dendoune s'est très souvent retrouvé avec nous dans des rencontres et des initiatives positives, solidaires et démocratiques. Sa situation nous préoccupe au plus haut point et nous espérons vivement qu'il nous sera possible de le voir revenir en France au plus vite. "

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

Lettre ouverte du MJCF et du PCF au Ministre de l'éducation nationale : Pour une école innovante et ambitieuse !

Le Mouvement Jeunes Communistes de France et le Parti Communiste Français ont tenu à interpeller le ministre de l'Éducation Nationale, Vincent Peillon, au moyen d'une lettre ouverte sur la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République qu'il présentera mercredi en conseil des ministres. Nous avons voulu lui faire part de nos inquiétudes quant aux premiers éléments dont nous disposons.

Un projet se fondant sur l'égalité des chances, ne peut que nourrir les inégalités qui préexistent à l'école. Ce n'est pas de « chances » de réussir, mais de droit à réussir dont les élèves ont besoin !

Quant au devenir du lycée, son absence du projet de loi, ne nous rassure pas plus. Déconnecter les collèges et lycées, ne fera qu'accroître la gare de triage qui existe déjà partiellement à la fin collège. Surtout qu'en matière d'orientation, la volonté marquée du ministre de rapprocher école et entreprise, développera d'autant plus les inégalités entre établissements et donc entre les élèves eux-mêmes.

Nous ne pouvons pas envisager que le gouvernement actuel, qui cible l'orientation subie comme une des raisons de la mise en échec de certains, propose malgré cela que nos formations soient soumises au patronat. Nous devons réaffirmer le rôle essentiel mais trop malmené des conseillers d'orientation-psychologues. Renvoyer l'orientation aux régions, c'est casser le cadre national de l'éducation. C'est ne pas entendre nombre d'économistes qui affirment qu'une adéquation entre

formation initiale (3 à 5 ans) et les besoins des entreprises (forcément à court terme) est un mythe. Ce n'est pas considérer non plus que le parcours d'un jeune se construit dans la mobilité et non sur un territoire unique. C'est oublier que 59% des jeunes ne travaillent pas dans les secteurs professionnels pour lesquels ils ont été formés.

Chaque élève doit pouvoir choisir son parcours de formation, pour pouvoir choisir son parcours professionnel.

L'école n'est pas une marchandise,

Notre orientation ne doit pas être une variable d'ajustement aux intérêts du patronat ! Nous réclamons :

- Un Service Public National de l'Orientation et d'Information ayant les moyens d'agir sur tout le territoire

- Plan pluriannuel d'embauches de professeurs, infirmières, conseillers d'orientation...

- Gratuité totale de l'école y compris pour les livres et le matériel professionnel

- Augmentation du nombre de conseillers d'orientation et assurance de leur formation continue pour que chaque élève puisse être suivi par un professionnel formé.

- Tronc commun d'ambition pour toutes les filières (générale, techno ou pro)

- Une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans donnant à tous les jeunes le droit à une formation et à l'État, le devoir de lui en proposer une.

Nordine Idir, Secrétaire Général du MJCF

Avec le réseau école du PCF, le 21 janvier 2013



Assassinat de Chokri Belaïd : « La révolution tunisienne est directement visée »

Le secrétaire général du Parti des Patriotes démocrates unifiés et leader du Front de Gauche, Chokri Belaïd, a été assassiné ce matin à Tunis. Cet assassinat suscite une très grande émotion.

Le Parti Communiste Français exprime avec la plus grande force son indignation et sa condamnation devant ce crime odieux. Cet acte criminel confirme les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la Tunisie de la part de forces hostiles à la démocratie et à un État de droit. C'est la « révolution » tunisienne qui est directement visée. Ce sont les aspirations populaires, l'espoir d'un vrai changement qui sont attaqués.

Le PCF tient à exprimer ses sincères condoléances et toute sa solidarité à la famille de la victime et à tous les démocrates tunisiens.

Les communistes de Savoie veulent nationaliser la filière aluminium

Les 16 sections du Parti Communiste de Savoie se sont réunies, durant tout le week-end des 26 et 27 janvier, lors de leur congrès départemental, à la salle polyvalente de Sainte-Hélène-sur-Isère

Au total, 70 délégués ont planché, dès samedi, sur le texte du conseil national, adopté à 71,99 %, en y proposant différents amendements. « Ce texte n'est qu'une base de travail que nous débattons avant de voter », explique Alain Ruiz, secrétaire fédéral départemental du parti, réélu jusqu'en 2016. Dimanche, les congressistes ont adopté une dizaine d'amendements, formant un texte qui sera présenté, les 7, 8 et 9 février, lors du congrès national à Aubervilliers.

Et parmi ses grands axes de travail pour les mois à venir, les communistes savoyards comptent bien, notamment, poursuivre leur campagne pour une alternative à l'austérité, leur cheval de bataille : « Nous craignons que la politique actuelle nous mène à une situation semblable à celle de la Grèce », insistait le secrétaire.

Plus localement, le PCF souhaite s'inscrire pleinement dans une campagne de nationalisation de la filière aluminium et, tout particulièrement, de Rio Tinto, à Saint-Jean-de-Maurienne. Une pétition, allant dans ce sens devrait être lancée, dans les semaines à venir, sur Internet. L'ensemble des forces de gauche prévoit également un rassemblement devant le site mauriennais. « Nous souhaitons vivement que la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, chargée de se pencher sur la situation de la sidérurgie et de la métallurgie françaises, vienne jusqu'à Saint-Jean », annonce Alain Ruiz, soulevant la nécessité de la mise en place du projet "Hydr'Alu", basé, en partie, sur le développement de la production d'électricité hydraulique : « Nous pourrions ainsi doubler la capacité hydraulique du département et créer près de 2 000 emplois ».

Un gros chantier, donc, pour les délégués du département, de plus en plus soutenus, constate le secrétaire fédéral départemental du PCF, depuis 2008. « Nous avons dépassé la barre des 700 adhérents en Savoie (557 votants cotisants) et ce chiffre est en constante augmentation. En 2012, le nombre d'adhésions annuelles a été doublé (38 contre une quinzaine)... De quoi augurer une plus grande mobilisation pour les municipales de 2014. « Aux côtés des forces de gauche, nous voulons rassembler le plus possible, pour battre la droite et l'extrême droite. »

Arcelor: Scandale à Strasbourg...

Aujourd'hui le groupe GUE/NGL recevait une délégation de salariés de France, (Florange), de Belgique et du Luxembourg d'Arcelor Mittal. Pendant ces rencontres une manifestation de 2000 personnes était organisée à propos des licenciements et pertes de postes (7000 au total en Europe) chez Arcelor Mittal.

La discussion a révélé les dangers de la stratégie de Mittal. Visant à casser l'industrie de l'acier en Europe alors même que la recherche et les besoins sont importants. Ainsi par exemple pour la première fois la France a importé de l'acier. Et tous les experts prédisent que ce sera le tour de l'Europe très bientôt. Elle a montré les astuces comptables pour mettre en déficit le groupe... "En bref a déclaré un intervenant responsable syndical excédé: "Nous nous adressons aux élus locaux, ils disent qu'ils n'y peuvent rien, nous nous adressons aux ministres ils disent la même chose, on nous dit allez à l'Europe et quand on vient à l'Europe elle nous dit qu'on y peut rien..."

Alors, il faut bien que les politiques jouent leur rôle...."

Dans la discussion Jacky Héning a montré aux cotés de députés d'autres pays, combien notre groupe était à leur coté. Combien aujourd'hui le combat pour l'industrie et l'emploi est essentiel.

La discussion allait bon train quand les salariés apprennent que la police chargeait leurs camarades. Ils ont décidé de stopper la réunion, d'annuler tous leurs rendez vous (il devait également rencontrer le président du Parlement européen) pour aller au devant des manifestants avec les députés présents pour stopper les violences.

Voici le communiqué de Jacky Héning à ce propos:

Arcelormittal à Strasbourg : à ceux qui posent la question de l'avenir on répond avec la matraque et le gaz lacrymogène !

Je tiens à exprimer ma révolte vis à vis du traitement qui a été infligé aux travailleurs sidérurgistes venus défendre leur emploi à Strasbourg devant le Parlement Européen.

Bloqués et fouillés dans leurs autobus à 10 kilomètres de Strasbourg les syndicalistes ont été ensuite empêchés de défiler comme ils le voulaient.

Les syndicalistes nous ont par ailleurs rapporté des faits qui, s'ils sont avérés, seraient indignes, indécents, comme l'utilisation de Tasers à l'intérieur même des autobus. Plusieurs tirs de flashball ont par ailleurs eu lieu pendant la manifestation.

Cette violence est inacceptable, elle a d'ailleurs entraîné des réactions de colère, dont le mobilier urbain a fait les frais.

C'est un piège qui a été tendu aux syndicalistes. En agissant de la sorte les autorités ont fermé la porte au dialogue et à la concertation.

Après les événements à Paris c'est la seconde fois que l'État français répond par la violence aux revendications légitimes des ouvriers métallurgistes.

Certains salariés avaient fait plusieurs heures de car pour simplement venir exprimer aux parlementaires européens que l'Acier peut et doit vivre en Europe et pour protester contre le sacrifice de leur outil de travail.

Au vu de cette journée on peut encore affirmer que ce sont les travailleurs qui défendent aujourd'hui en France et en Europe l'emploi et sûrement pas les employeurs. Quant aux pouvoirs publics, ils apparaissent complètement déconnectés de la réalité, incapables d'assumer leurs responsabilités face à ces patrons voyous.

Strasbourg le 6/02/2013...

Goodyear: « le gouvernement ne peut rester l'arme au pied »

Depuis 6 ans, les salariés de Goodyear sont mobilisés pour maintenir les emplois et leur site de production, dans le département de la Somme qui compte 12% de chômeurs, 3 points de plus qu'au niveau national. Aujourd'hui, le groupe américain riche de plus de 50 sites dans le monde a pour objectif de délocaliser sa production de pneus pour suivre les constructeurs automobiles, comme Renault et répondre à l'appétit de ses actionnaires. Il risque d'annoncer le 31 janvier, lors du CCE la fermeture du site d'Amiens Nord.

Ce groupe étasunien, tout en continuant à verser des dividendes à ses actionnaires, s'apprête à jeter 1250 salariés et leur famille dans le chômage et la précarité de vie, au nom de la compétitivité et en toute impunité. C'est honteux et inacceptable !

Les plans sociaux, délocalisations, fermetures frappent toutes les industries avec leurs conséquences sur les PME TPE, sans réelle réaction du gouvernement qui reste l'arme au pied.

Comme l'exigent les parlementaires communistes et Front de Gauche, il est urgent que l'État prenne la mesure de la dureté de l'attaque des grands groupes financiers comme Mittal, Butler, Unilever et maintenant Goodyear contre les emplois industriels et fasse voter des lois contre les licenciements boursiers.

Le PCF apporte toute sa solidarité aux salariés de Goodyear et soutient leur rassemblement à Paris le 29 janvier.

36° congrès du Parti Communiste Français - Une direction du PCF rassemblée et ambitieuse

C'est dans un climat serein que les délégués du 36ème congrès du PCF ont élu un Conseil national renouvelé et resserré dans l'objectif d'un travail plus efficace.

Rassemblée. Tel est l'image que donne ce moment important dans un congrès du PCF, l'élection de la direction nationale. Pour la première fois depuis plusieurs congrès, une seule liste de candidats était soumise au vote des congressistes. Pour Pierre Laurent, qui la conduisait afin de remplir un second mandat à la tête du PCF, ce fait témoigne « d'une maturité nouvelle » et « valide les choix politiques du PCF depuis le dernier congrès, en 2008 », avec cinq élections marquées par des progrès électoraux, le lancement du Front de gauche, les luttes contre les politiques de Nicolas Sarkozy et... 23 000 adhésions supplémentaires au PCF.

Ces résultats ne sont pas pour rien dans le fait que, malgré la présence de plusieurs textes d'orientation présentés aux suffrages des communistes en amont de leur congrès, en décembre, chacun a, au final, choisi de se retrouver sur une liste unique. Ce que souligne à sa manière l'ancien député André Gérin, dissident revendiqué depuis de longues années, en affirmant : « Je suis fier que le PCF ait toujours droit de cité, ce n'était pas gagné. » Nombre de délégués se sont exprimés dans le débat pour se réjouir de cette situation.

Collectif de travail

C'est avec la volonté « d'aller de l'avant », souligne Jacques Chabrier, en charge de la commission des candidatures au congrès, que « nous avons, avec douze propositions, intégré toutes les sensibilités » dans le Conseil national. Conseil qui sera paritaire et resserré, puisqu'il ne comptera plus que 166 membres, contre 233 jusqu'à présent. C'est, explique le responsable communiste, « pour gagner en efficacité ». Le Conseil national « ne devant pas être un Parlement où les positions sont figées mais un collectif de travail », l'objectif affirmé est de gagner à une meilleure « qualité du travail d'élaboration » de la politique du PCF sur tous les dossiers, ainsi qu'une plus grande « efficacité dans la mise en œuvre » des décisions. De ce point de vue, les liens avec les départements et les régions devraient être améliorés.

50% de nouveaux

Enfin, le renouvellement du Conseil national, dont la moyenne d'âge des membres est de 49 ans, est important, puisque 50% des membres sortants (soit 116) le quittent. Dans ce cadre, les congressistes ont rendu un hommage particulier à des responsables comme Nicole Borvo Cohen-Seat, ancienne présidente du groupe communiste au Sénat, ou Francis Wurtz, député européen honoraire, qui ont marqué de leur empreinte le travail de la direction du PCF et contribué à son rayonnement. Au final, sur 766 délégués, 716 ont voté, 92 ont déposé un bulletin blanc ou nul et 624 ont approuvé la liste, soit... 100% des suffrages exprimés.

Premières impressions de congrès ! par Marie-Christine Burriland

De retour du 36ème congrès du PCF, je livre ici mes premières réflexions de déléguée.

Nous avons dit dans le texte "Unir les communistes" que l'enjeu de ce congrès était de tourner la page de Martigues et je suis certaine que nous avons posé la bonne question.

Congrès du PCF: chez les délégués, une énorme envie de s'investir

Au troisième jour du Congrès du Parti Communiste Français, les délégués du Congrès, jeunes adhérents ou héritiers d'une tradition familiale, disent leur engagement.

• « J'ai décidé d'être de cette révolution citoyenne » Karima Boukallit, 30 ans, ergonome, Oise.

« C'est mon premier congrès. Je suis une toute jeune communiste. J'ai adhéré au Parti Communiste juste avant la dernière élection présidentielle, en 2012. Alors que la crise s'approfondit, que se développait face à elle le mouvement des Indignés et que le Front de gauche organisait le rassemblement de la Bastille, j'ai décidé d'être de cette révolte, de cette révolution citoyenne. Avec mon père, militant à la CGT, et moi qui accumule depuis sept ans des CDD, je sais ce que signifie la lutte et le refus de l'injustice. Alors, c'est vrai, le PCF a une image un peu vieillotte, mais j'ai bien l'intention de contribuer à faire le lien avec les jeunes. J'attends de ce congrès qu'il nous permette de dépasser la dénonciation pour construire, avec des propositions, une alternative à l'austérité. »

• « Une feuille de route claire » Raphaël Debu, 31 ans, chargé de mission sur les services publics, Rhône.

« Issu d'une famille de bolcheviques qui, petit à petit, a pris de la distance avec la politique, je suis de la génération qui reprend le flambeau. Le Congrès doit nous donner une feuille de route claire. Nous avons un gouvernement soi-disant de gauche. Il nous faut savoir comment être utiles. Nous le sommes souvent dans les exécutifs mais, au plan national, nous ne parvenons pas à gagner des ruptures avec les logiques libérales. Car on n'est pas à la bascule et ils n'ont pas besoin de nous. Alors, soyons au coude-à-coude avec le monde du travail et les syndicats pour créer un nouveau rapport de forces. Au plan de l'organisation, nous sommes dans une phase de redéploiement, mais le lien avec les adhérents est trop distendu. Il faut y remédier pour accueillir les nouveaux adhérents dont 50% sont des jeunes. »

• « J'attends un parti rassembleur » Irène Lavallée, 27 ans, formation professionnelle en ressources humaines, Gironde.

« C'est en 2005, lors de la campagne pour le non au TCE que j'ai adhéré au PCF. Il était alors hors de question pour moi de ne pas m'engager. Aujourd'hui, au regard de la dégradation de la situation de l'emploi, des services publics, j'attends un parti rassembleur, avec le Front de gauche, sur des propositions alternatives pour sortir de la crise. On ne peut pas espérer l'échec de la gauche gouvernementale au risque de graves conséquences pour les gens et d'une montée du Front national. Donc, pas d'opposition stérile, mais une démarche constructive. Dans mon stage, nous sommes 23 femmes, dont beaucoup ont vécu la violence des licenciements et des fermetures d'entreprises. Le seul moyen d'avancer, c'est le débat. Nous n'avons pas d'autre solution pour convaincre et gagner. »

A moins de se bercer d'illusions, mais je n'en avais pas, il est clair que non seulement ce congrès ne tourne pas la page de Martigues mais qu'il confirme la volonté de la direction du PCF de rompre avec l'histoire communiste du 20ème siècle et notamment l'apport théorique et concret de Lénine, mais aussi avec la forme originale d'organisation populaire qu'est le PCF.

Il est tout aussi clair que tout en continuant à avancer dans cette voie, la direction du PCF doit prendre en compte la volonté des communistes de faire vivre leur parti et ses organisations de base, la radicalité de la critique du capitalisme qu'engendre la crise, la volonté croissante d'autonomie par rapport à la politique inacceptable du PS au gouvernement.

A l'issue de ce congrès, le texte d'orientation "Rallumer les étoiles" reste ce qu'il est, un texte idéaliste qui désarme les communistes. Rien de ce qui aurait pu modifier cela n'a été accepté.

La question du socialisme a été suffisamment portée dans les conférences de section et départementales pour arriver jusqu'au congrès. Mais elle n'ira pas plus loin car le cénacle veille. Pour les uns, nous ne sommes pas prêts pour en débattre ici, pour les autres parler du socialisme dans ce texte serait nous ramener 15 ans en arrière, avant le dépassement du socialisme, en somme avant Martigues. Vive le "communisme immédiat", le passage instantané à la société sans classe !

Idem pour les amendements veillant à se préserver de toute transformation du Front de gauche en force politique. Sur ce sujet, Pierre Laurent, est obligé de mouiller la chemise : Nous ne sommes pas là pour poser des limites mais pour éclairer les possibles et il faut arrêter de se faire peur. Une réponse déjà faite quelques mois avant le choix de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle et alors qu'un texte officiel sur la structuration du Front de gauche circule sans que les communistes puissent se prononcer sur son contenu.

L'Union européenne est vite bâclée, sans doute peu de délégués se sont rendus compte du rajout d'une phrase donnant au PGE un rôle essentiel pour les élections à venir.

Il faut dire que nous avons voté par parties du texte, jamais sur un amendement précis, ce qui ne facilite pas l'expression d'opinions différentes et "noie quelque peu le poisson".

Sur les statuts, je dirai que la direction a obtenu ce qu'elle voulait.

Les ajouts visant à renforcer la nécessité de l'existence des cellules et à plus fortes raisons à en faire des lieux de souveraineté ont tous été refusés sous prétexte que la nécessité de l'activité de proximité des cellules traverse tout le texte ! J'aurais préféré qu'elle l'imprègne !

Le débat a été rude sur le passage des 4/4 au 3/3, cette partie du texte est celle qui a suscité le plus de discussions et d'oppositions (426 pour, 203 contre, 22 abstentions). L'intervention d'un délégué connu de Seine-Saint-Denis expliquant combien cette fédération avait eu besoin de l'aide financière de la direction nationale et justifiant ainsi les 3/3 en a sans doute fait rire plus d'un, car il vaut mieux rire que pleurer. On préférera se rappeler les intervention d'un délégué du nord, du secrétaire départemental du Pas de Calais et des militants de base défendant les 4/4. Là encore, Pierre Laurent a dû s'engager pour défendre les 3/3, ce qu'il a fait sans état d'âme et sans trop de fraternité pour tous ceux qui font vivre le PCF.

Au final, entre les obstacles mis aux dépôts des textes et listes alternatives, les possibilités d'adopter un règlement intérieur allant bien au delà de la vie du CN, les modes de validation des candidats pour les villes de plus de 20.000 habitants et les modalités d'exclusion, la démocratie ne sort pas gagnante de ces statuts et les organisations de base (cellules et sections) sont affaiblies.

La question de la faucille et du marteau supprimée de la carte au profit des étoiles de la gauche européenne est significative. Tous ceux qui ont vendu des badges faucilles et marteaux dans des manifs savent combien les jeunes s'étaient

appropriés ces outils quitte à les faire vivre à leur manière. Ils ne gênaient aucunement le "futur avenir radieux" du PCF et rien n'obligeait à les faire disparaître de la carte. Mais le discours de clôture de Pierre Laurent est éclairant : il faut rompre avec ce qui symbolise le communisme du 20ème siècle et donc en effacer les symboles. Entre Jaurès et aujourd'hui, il y aura le néant. Et surtout il faut affirmer notre fierté d'appartenir au PGE. Or, aucun d'entre nous n'a adhéré individuellement au PGE et ce symbole de la gauche européenne sur une carte nominative est donc un passage en force inacceptable.

Enfin, nous n'avons pas eu le droit de connaître la composition sociologique exacte du congrès, au delà du nombre de femmes, d'élus et d'actifs... Combien d'ouvriers, d'hospitaliers, d'agriculteurs, d'enseignants, d'ingénieurs... mystère !

Évidemment, le Conseil National et le secrétaire national n'ont pas été élus à 100% puisqu'il y a eu un peu moins de 100 bulletins nuls (chiffre à vérifier ce matin), rayer un ou plusieurs noms étant la seule manière d'exprimer son désaccord avec la liste proposée pour la direction en l'absence de liste alternative.

Il y aurait de quoi baisser les bras, mais...

Mais il y a eu les débats des conférences de section et départementales, les ruches du congrès où les communistes ont dit qu'il était très important que le PCF se renforce et soit libre de ces choix, il y a eu ce jeune délégué du Var avec son badge départemental faucille et marteau, il y eut l'accueil sans enthousiasme des forces du Front de Gauche, Mélenchon compris, une attitude qui disait "on est d'abord là pour s'occuper du parti", les JC entonnant la Jeune Garde, Aurélien de Vénissieux montant deux fois au micro pour réclamer un vote sur le socialisme (et c'était son premier congrès), cette très jeune fille de l'Hérault défendant les cellules et les 4/4, il y a eu les drapeaux du PGE qui sont restés sur les tables, il y a eu la présence des camarades du texte "Unir les communistes" dans les délégations...

L'émancipation de la tutelle du PS s'affirme, encore faut-il ne pas la remplacer par une autre et être capable de porter un projet pour le pays qui barre la route au retour de la droite et à la poussée du front national.

La direction nous a proposé 8 membres au Conseil National, 12 en tout pour les textes alternatifs et a tenu son engagement contrairement à ce qui s'était passé précédemment. Tout compte fait, c'est le seul geste d'ouverture qu'elle a fait en notre direction dans ce congrès. S'agit-il d'un effet d'annonce ou y a-t-il volonté réelle d'un travail et d'une réflexion théorique collectifs. L'avenir seul répondra.

Nous avons accepté sans complexe parce que ce n'est que justice compte tenu du résultat des votes et de ce que nous faisons vivre dans le PCF. J'y vais décidée à faire vivre un PCF marxiste et combatif, porteuse des idées du texte "Unir les communistes" et de l'expérience des camarades avec qui je milite, prête à l'échange et à la confrontation d'idées, déterminée à ce que l'avenir ne s'écrive pas contre l'histoire et l'identité communiste et surtout persuadée que c'est en bas, dans les quartiers les entreprises et le mouvement social, que se joue l'avenir du PCF.

Le PCF existe toujours et nous n'y sommes pas pour rien. Son avenir n'est ni écrit d'avance ni assuré. La "force du partage" ne suffisait pas à remplir le grand panneau rouge qui servait de fond de scène et affirmer le "nouveau communisme" ne fait pas un projet communiste. C'est une nouvelle bataille qui commence et nous allons la mener, parce que le combat de classe a bien besoin que vive et se renforce le PCF.

« Rien n'a changé, les Régions ont un rôle essentiel de bouclier social à jouer auprès des citoyens »

Session des 30/31 et 1er février 2013

BUDGET PRIMITIF 2013

Intervention d'Élisa MARTIN

Groupe Front de Gauche : Communistes, Parti de Gauche, Gauche Unitaire et partenaires

Nous allons instruire la question budgétaire pendant deux jours.

C'est l'acte fondamental d'une collectivité. Nous allons dire quelles sont nos ressources, comment elles sont construites. Nous allons décider d'engager un certain nombre de dépenses.

Acte d'autant moins banal que depuis 2004 où nous cheminons ensemble, le contexte a de fait changé.

Nous avons connu un changement de majorité à l'échelle nationale. Changement de majorité qui de fait suscite, a suscité des attentes de la part du peuple, de la part des élus des collectivités. De la part des collectivités, de gauche, une volonté de mettre en œuvre des politiques publiques qui permettent de répondre aux enjeux actuels sociaux, écologiques et politiques.

Des politiques qui visent à protéger, à accompagner ceux qui ont le moins : la jeunesse et parmi elle les apprentis, les lycéens des filières prof, la jeunesse des classes populaires ou encore les bénéficiaires de la formation professionnelle, les chômeurs plus particulièrement ceux qui ne sont pas indemnisés, un sur deux en Rhône Alpes, nos agents aussi, en particulier ceux qui sont le moins rémunérés. Des politiques qui vont dans le sens de la recherche de l'utilité sociale et de la planification écologique, deux marques de l'intérêt général. Des politiques qui visent à rendre un meilleur service ou au moins de garantir une qualité égale de nos TER. Des politiques qui visent à rendre accessibles les loisirs et vacances, dans une région comme la nôtre, cela n'apparaît pas hors sujet.

Voilà quelques objectifs que j'énonce de la façon la plus simple possible, volontairement et qui pour nous sont des priorités absolues.

Pour cela, la première condition est celle d'une répartition des richesses radicalement différente de celle que nous connaissons aujourd'hui et qui s'est accentuée dans l'iniquité, année après année, au profit des plus riches, au détriment du travail bien sûr. Ne se donner comme seule ambition ou comme ambition principale comme c'est suggéré dans le texte du BP la réduction de la dette publique sans s'interroger sur sa légitimité, sans pointer que le prix à payer est la réduction peu ou prou de la dépense publique qui ne fait qu'étouffer l'activité, qu'accentuer les catastrophes qu'annoncent jour après jour les plans sociaux, pour nous n'a pas de sens. Ce n'est pas nous, le groupe du Front de Gauche, même si nous partageons cette inquiétude, qui martelons la difficulté majeure dans laquelle l'ensemble des régions sont pour assumer le coût de la commande ferroviaire. Cela revient juste à dire que dans de telles conditions financières, il n'est pas possible d'assumer le cœur de nos compétences à savoir celle de développer du transport collectif, condition indispensable de la lutte contre la pollution et d'un développement écologique.

Et je ne fais pas l'article sur le coût des compétences transférées et non compensées par les lois de finance successives. Nous y reviendrons dans le débat.

Il n'y a malheureusement rien d'outrancier dans ces propos, c'est bien parce qu'il faut faire des économies que les

collectivités sont mises au régime sec : gel des dotations et programmation de leur baisse pour des montants qui ne sont pas anodins puisqu'elles connaîtront pour deux années successives une baisse respective de 750 millions d'Euros.

En l'absence de réforme fiscale d'ampleur, clairement redistributrice dont on nous dit qu'elle aura lieu après la mise en œuvre de la réforme territoriale, à moins qu'elle n'ait déjà eu lieu comme Cahuzac, ministre du budget l'a affirmé à une heure de grande écoute dans une émission TV. Ceci dit, nous, on a rien vu.

Donc en l'absence de réforme fiscale, nos affaires paraissent mal engagées.

Occasion nous sera redonnée d'évoquer le projet d'organisation territoriale du gouvernement mais reconnaissons qu'il serait plus cohérent de mener de front cette question avec celles des moyens à attribuer aux collectivités, on ne peut être qu'inquiets (c'est un euphémisme) d'entendre que tels et tels agents pourraient être transférées, telles et telles compétences attribuées sans dire avec quels moyens financiers.

Je reviens à nos recettes qui pour 89% ne dépendent pas de nous. En un mot disons qu'elles sont insuffisantes.

Du coup on bricole. La nouveauté cette année, c'est l'emprunt obligataire, qui nous soumet un peu plus encore à la logique des agences de notation. On l'a déjà dit et développé mille fois, mais il s'agit bien de celles qui disent qu'il faut réduire l'emploi public, les politiques publiques, que le marché et la concurrence ont toutes les vertus comme les grecs ou les espagnols par exemple ne cessent de l'expérimenter. Bref encore et toujours le cercle vicieux de l'austérité. Cercle vicieux de l'austérité contre lequel le Front de Gauche lutte de toutes ses forces. Et je redis le regret dans lequel nous sommes de lire en gras la gloriole qui est tirée du triple A attribué par les gourous de l'agence Fitch.

Cela pour décrire un contexte dont on ne peut faire l'économie, d'un minimum d'analyse. Les Régions, la région Rhône Alpes n'est pas en dehors du monde. La crise ne s'arrête pas à nos portes, notre responsabilité non plus.

Examinons avec un peu de froideur les dépenses maintenant. Les chiffres, pas la littérature qui est parfois trompeuse.

L'investissement tout d'abord appelle deux remarques. Tout d'abord si on retire les 15 millions de contentieux concernant la construction du siège que nous récupérerons, il est en baisse. Si on y ajoute le coût de la vie, la méthode d'emploi de l'euro constant a cours entre nous depuis des années, n'en changeons pas, cette baisse s'accroît.

Une mention particulière pour nos lycées dont nous sommes certains que nous voulons comme ambition, qu'ils concourent à la réussite de tous les jeunes de Rhône Alpes, connaîtront l'investissement le plus faible depuis 2004, avec une baisse de 8%. Quand nous affichons la jeunesse comme priorité, avouons que ça fait désordre. Quand je vous dis que la littérature est trompeuse.

Toujours concernant les lycées et en l'occurrence leur fonctionnement, il n'est pas acceptable de baisser comme c'est le cas la ligne permettant l'acquisition de matériel. Nous sommes d'accord il s'agit bien d'outils pédagogiques permettant aux élèves de se former, personne ne pense ici que cet argent pourrait être jeté par les fenêtres. Si par hasard, certains en doutaient, l'examen des amendements sera l'occasion de donner quelques exemples très précis et nous jugerons alors sur pièce.

Enfin mettons fin à la situation de certains établissements en ponctionnant plus que de raison leurs fonds de réserves et les plongeant par là même dans une telle incertitude qu'ils ne savent comment ils vont construire leur budget.

Ce qui était l'objet de tant de critiques justifiées de notre part sous le précédent gouvernement ne peut être mis en œuvre aujourd'hui par nous mêmes.

L'examen successif de nos amendements au cours de la session budgétaire dont chacun pourra reconnaître qu'ils ne sont en rien de la surenchère va nous permettre de pointer un certain nombre de sujets, mais je veux encore m'arrêter sur quelques points.

C'est de manière volontaire que nous nous engageons en faveur de l'emploi et de ceux qui n'en n'ont pas, dans un contexte où il y aurait tant à faire, dans un contexte où la relance des activités caractérisées sur un plan social et écologique n'est pas seulement un moyen de lutte contre le chômage mais aussi une manière d'affirmer que c'est toutes les forces de travail qui doivent être mobilisées pour organiser un monde où c'est l'humain d'abord.

Au fur et à mesure des années, nous avons affiné ces politiques en faveur de l'emploi, considérant qu'une collectivité comme la nôtre pouvait s'en mêler.

Ainsi les CTEF participent de cette démonstration. Ils peuvent être mobilisés pour lutter contre le chômage mais pour cela il faut les doter de moyens supplémentaires notamment pour lutter contre les « freins périphériques », expression un peu technocratique mais qui dit que pour les plus éloignés de l'emploi, il faut franchir des obstacles pour s'en rapprocher (mobilité, logement par ex).

De même, il nous faut accentuer notre soutien aux structures porteuses, cela n'est pas un détail puisque ce sont elles qui permettent la mise en œuvre de ces politiques.

Nous devons aussi nous pencher de plus près sur les bénéficiaires de la formation professionnelle et la rémunération des stagiaires. A l'image d'autres régions, nous pourrions volontairement les rémunérer de meilleure manière, 130 E pour les mineurs, cela ne fait vraiment pas beaucoup. Cela ne nous exonère pas d'une interpellation auprès du gouvernement qui pourrait parfaitement augmenter ces niveaux, trop faibles, de rémunération.

Enfin et puisqu'il est question d'emplois, nous devons assumer notre responsabilité d'employeur et tenir nos engagements en particulier en matière de rapprochement des régimes indemnitaires entre les agents du siège et les TOS. Aujourd'hui la fonction publique est en grève pour revendiquer justement une meilleure rémunération. Franchement nous pourrions donner ce signe !

Nos amendements ne correspondent pas à « une liste de courses », il s'agit de mises en acte de ce que nous appelons au FG, la Région bouclier social.

Enfin prenant la parole au nom du groupe du Front de Gauche, j'en profite pour redire notre demande de vote par chapitres afin de nous exprimer finement sur nos engagements budgétaires.

citoyens, cet amendement vise à démontrer par l'absurde à quel point les finances des collectivités territoriales sont prises dans l'étau de l'austérité et n'ont plus aucune marge de manœuvre budgétaire. Cela condamne les politiques publiques locales alors que se prépare une nouvelle phase de la décentralisation.

La confiscation des leviers fiscaux, parallèlement aux transferts de compétences sans compensation équivalente provoque une situation aberrante. Que dire du gel annoncé des dotations et de leur baisse programmée pour les deux années à venir en l'absence de réforme fiscale ? Les collectivités qui portent pourtant 75% des investissements publics se retrouvent pieds et poings liés. Le gouvernement pense-t-il qu'ils sont inutiles ?

Est-ce aux citoyens d'assumer le régime sec auquel le CR est soumis ? Certes NON ! Et pourtant le seul impôt sur lequel la Région a encore la main, c'est la carte grise. Veut-on nous contraindre à l'augmenter dans des proportions invraisemblables ? On atteint ici les limites d'un système, il nous faut réinterroger la répartition des richesses à l'origine des recettes des collectivités. Ce débat doit avoir lieu au sein de notre collectivité et dans le pays avec l'ensemble des citoyens.

A travers cet amendement nous voulons affirmer l'idée que de nouvelles ressources peuvent être dégagées, non pas au détriment du pouvoir d'achat des ménages, mais qu'elles devraient à l'inverse viser une responsabilisation fiscale et territoriale des entreprises dans une logique d'effort collectif. D'autres leviers peuvent être actionnés :

- D'ores et déjà nous portons nationalement une proposition d'intégrer dans l'assiette de cotisations de la Contribution Économique Territoriale (qui a remplacé la taxe professionnelle) les actifs financiers (placements financiers) des entreprises non financières. Une estimation réalisée avec un taux de 0,3% permettrait de dégager 18 Mds d'€. 18Milliards détournés de la spéculation financière pour de l'investissement au bénéfice de la population !

- Pour le fonctionnement des TER, il est urgent de doter les Régions d'une ressource financière propre, pérenne et dynamique. C'est la généralisation du versement transport qui selon les calculs du GART (Groupement des Autorités Responsables de Transport), rapporterait 80 millions au Conseil régional de Rhône-Alpes ce qui lui permettrait d'améliorer le service, les dessertes et les tarifs sociaux.

Un an après l'élection du gouvernement Ayrault, nous nous retrouvons dans la même logique et avec les mêmes contraintes, malgré les changements promis. Nous n'acceptons pas de ce gouvernement ce que nous n'acceptons pas d'un gouvernement de droite.

Le dogme de la lutte contre les déficits dont se gargarisent les gouvernements successifs nous mène droit dans le mur. Seule une véritable politique de relance des activités écologiques et sociales pourra permettre de répondre aux besoins de tous les Rhônalpins.

Bien que l'adoption d'un vœu « autonomie financière », auquel nous avons amplement contribué, nous satisfasse, nous ne pouvons nous en contenter. En effet, nous souhaitons interpellier le gouvernement en particulier sur le gel des dotations et l'absence de réforme fiscale. Or, comme rien n'a changé avec le nouveau gouvernement dit « de gauche », et que les répercussions des choix budgétaires impactent directement les Régions, nous avons donc choisi un vote d'abstention.

RECETTES DE LA REGION RHÔNE-ALPES LE FRONT DE GAUCHE S'ABSTIENT

Le groupe Front de Gauche a déposé un amendement proposant de multiplier par deux le tarif des cartes grises. Loin de vouloir faire porter le poids de nos politiques sur les